

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2916 - JEUDI 18 MAI 2017

JUSTICE

Evasion de Muanda Nsemi de la prison de Makala

Le leader spirituel de Bundu dia Kongo s'est évadé du centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa (ex-prison centrale de Makala) aux petites heures du mercredi 17 mai. Des assaillants munis d'armes de guerre étaient près d'une centaine à avoir pris d'assaut la prison jusqu'à y pénétrer après avoir réussi à maîtriser la garde après un vif échange des tirs d'armes automatiques. L'évasion du gourou a entraîné, dans la foulée, celle d'une cinquantaine des prisonniers aujourd'hui en cavale.

Toutefois, aucun des prisonniers politiques dits emblématiques ne s'est échappé pendant cette attaque planifiée de la prison. D'après le ministre de la Justice, l'alerte a été lancée avec le signalement des prisonniers évadés et un recensement est en cours pour identifier les fugitifs. Entre-temps, les Kinois redoutent un regain d'insécurité dans la ville.

Page 12



Ne Muanda Nsemi

ASSEMBLÉE NATIONALE

Le gouvernement Tshibala investi sur fond de contestation



Quelques membres du Gouvernement Tshibala

Le nouveau gouvernement congolais a été investi dans le chahut par le Parlement le mardi 16 mai sur fond d'une forte agitation orchestrée par les députés membres du Regroupement des députés du Rassemblement (RDR). Décidés à lui barrer la route, ces derniers ont planifié une stratégie qui

devrait s'articuler autour d'une motion incidentielle requérant sa non-investiture pour non conformité à l'accord du 31 décembre. Le rejet de la motion a suffi pour envenimer la situation et faire monter la tension à l'hémicycle.

Toutefois, nonobstant les critiques parfois

virulentes qu'il a subies durant la séance de son investiture au Parlement – certains députés allant jusqu'à qualifier son discours d'un « catalogue de bonnes intentions » –, Bruno Tshibala a finalement été investi mardi soir et, avec lui, les membres de son équipe gouvernementale.

Page 13

SPORT

Bruno Tshibala poursuivra la politique sportive de ses prédécesseurs

Le Premier ministre Bruno Tshibala a présenté son programme gouvernemental le mardi 16 mai aux députés nationaux à l'Assemblée nationale. Et l'on retient en ce qui concerne le sport, qu'il poursuivra la politique des gouvernements précédents. Il l'a déclaré dans son allocution, notant qu'il va aussi innover et améliorer dans ce domaine. L'accent dans le domaine sportif sera, entre autres, mis sur les équipes nationales, la pratique du sport dans les écoles et les universités, la construction des stades municipaux à travers le pays et la création des conditions propices afin d'encourager les investissements privés dans le secteur sportif. Une tâche délicate pour le nouveau ministre des Sports, Papy Nyango qui n'est pas du tout un inconnu dans le mouvement sportif congolais.

Page 13

ÉDITORIAL

Impeachment ?

Plus les jours passent plus l'étau se resserre autour de Donald Trump qui a commis l'erreur de démettre la semaine dernière James Comey, chef du FBI le puissant service chargé de veiller sur la sécurité intérieure et extérieure des Etats-Unis. Avec en perspective, si l'affaire continue de s'aggraver comme tout le laisse penser désormais, le départ forcé du nouveau président américain à l'issue d'une procédure dite d'« impeachment » que conduirait la Chambre des représentants.

Au cœur de cette affaire se trouvent, chacun le sait, les relations que Donald Trump comme ses plus proches collaborateurs ont longtemps entretenues et, semble-t-il, continuent d'entretenir avec les plus hautes autorités russes au risque de porter atteinte aux intérêts stratégiques des Etats-Unis. Une faute présumée sur laquelle la presse d'outre-Atlantique investit sans complaisance depuis des semaines, rassemblant des témoignages qui persuadent peu à peu la classe politique que l'actuel locataire de la Maison Blanche décrédibilise la puissance américaine.

La procédure d'« impeachment » n'a rien d'utopique ni d'irréaliste. Elle vise les plus hautes autorités des Etats-Unis depuis qu'elle a été créée en l'an 1787 et utilisée à sept reprises depuis lors, faisant peser sur les dirigeants américains, président compris, une menace bien réelle. Menace qui obligea Richard Nixon à démissionner de ses fonctions en août 1974 pour mettre fin à l'affaire dite du « Watergate » qui aurait sans doute débouché sur sa destitution.

Si une telle issue n'est pas encore certaine dans le cas de Donald Trump elle porte dès à présent une atteinte à sa posture d'homme d'Etat qui ne peut manquer d'avoir des conséquences sur la politique extérieure des Etats-Unis. Comment, en effet, l'Amérique pourrait-elle avoir une attitude ferme vis-à-vis de la Russie dans les crises qui secouent le Proche-Orient et l'Europe de l'Est si les enquêtes en cours révèlent des accointances suspectes avec les dirigeants de l'ex-URSS.

Rien n'est véritablement joué dans la partie de poker menteur qui se joue sous nos yeux médusés, mais au fil des jours l'avenir de Donald Trump devient de plus en plus incertain. Et avec lui grandit dans la communauté internationale une inquiétude que les Américains, tous les Américains auraient tort de sous-estimer.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION

L'Algérie disposée à accompagner le Congo dans la formation des cadres



Entretien entre André Obami Itou et Benattou Mohamed (Adiac)

L'ambassadeur de l'Algérie au Congo, Benattou Mohamed, a rappelé l'engagement pris récemment par son pays de former les cadres congolais dans plusieurs secteurs.

À l'issue d'une audience, le 17 mai, avec le président du Sénat, André Obami Itou, le diplomate algérien a dit que les domaines concernés par cette formation sont notamment : la diplomatie, le transport et la marine marchande, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle.

Cette volonté algérienne fait suite à la récente signature à Alger de près de 15 accords destinés à relancer la coopération entre le Congo et l'Algérie. « La visite d'Etat que vient d'effectuer le président Denis Sassou N'Guesso à Alger dont les résultats parlent d'eux-mêmes nous a permis de faire le point de notre coopération dans plusieurs domaines », a indiqué Benattou Mohamed. Et de promettre : « nous allons nous atteler à rendre à la relation Algéro-congolaise le ni-

veau d'exception qui doit être la sienne ». Denis Sassou N'Guesso a effectué du 27 au 30 mars dernier, une visite d'Etat en Algérie sanctionnée, entre autres, par un entretien avec son homologue Abdelaziz Bouteflika.

Le président du Sénat et le diplomate algérien ont évoqué la possibilité de consolider les relations parlementaires entre les deux pays, en mettant l'accent sur le travail législatif. « Nous avons également parlé de la coopération parlementaire entre l'Algérie et le Congo, dans le cadre d'un échange d'expériences et d'informations au niveau bilatérale mais aussi dans le cadre du Parlement panafricain qui réunit tous les parlements du continent pour hisser et surmonter les idéaux de l'Afrique », a-t-il déclaré.

Au sujet de la crise libyenne, Benattou Mohamed a reconnu que celle-ci préoccupe le Congo et l'Algérie, ce dernier pays étant voisin de la Libye avec qui il partage une large frontière. L'Algérie, a-t-il rappelé, vient d'abriter la 11^e réunion des pays voisins sur

la Libye à laquelle à participer le ministre congolais des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais des étrangers, Jean Claude Gakosso. La rencontre avait pour objectif, « de réunir toutes les parties dans le cadre d'un dialogue libyen-libyen sans ingérence étrangère et aller ainsi vers une réconciliation selon les contours de la position que partagent le Congo et l'Algérie pour pouvoir mettre fin à cette crise qui dure depuis 2001 ».

Rappelons que le chef de l'Etat congolais préside le Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la crise libyenne. A ce titre, Denis Sassou N'Guesso avait convoqué le 27 janvier à Brazzaville, une réunion à l'issue de laquelle toutes les parties prenantes libyennes ont été invitées à participer pleinement au processus politique et aux différents efforts de réconciliation nationale, afin de chasser les démons de la division et d'enterrer définitivement la hache de guerre qui déchire leur pays.

Jean Kodila

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue

Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombelélé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :
Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Le PFDE octroie 295 millions FCFA, à la cacao-culture

Le coordonnateur du Projet forêt et diversification économique (PFDE), Jacques Ossissou, a signé le 17 mai à Brazzaville, une deuxième convention de partenariat avec le directeur général de la Cib-Olam, Christian Schwartz. Cette coopération a pour but d'impliquer davantage les communautés locales et peuples autochtones dans le développement de la cacao culture dans les concessions forestières de Pokola, Kobo et Loundoungou-Toukoulaka, dans le département de la Sangha.

Les activités prévues consistent à renforcer les capacités spécifiquement des personnes vulnérables, notamment les femmes et populations autochtones, dans la mise en place et l'entretien de leurs plantations. Les planteurs défavorisés et les groupements seront, quant à eux, formés aux techniques de marketing et de commercialisation de la production.

« Nous souhaitons que ces investissements servent de bras de levier, de la manière la plus efficiente possible, pour soutenir la dynamique initiée pour le développement des zones rurales de notre pays », a déclaré le coordonnateur du PFDE.

La première convention signée en 2015, entre le PFDE et la Cib-Olam aurait permis d'améliorer les conditions de vie de 160 ménages résidant dans les concessions forestières citées ci-dessus. Elle aurait également permis de renforcer la filière de la cacao culture, en tant qu'alternative au secteur pétrolier dans l'économie congolaise.

En dehors de la cacao-culture, le PFDE appuie bien d'autres projets qui se développent à travers le pays. En octobre 2016 par exemple, il avait si-



Jacques Ossissou et Christian Schwartz signant les documents (DR)

gné une convention avec le Programme national d'afforestation et de reboisement (Pro-nar), dans laquelle, il s'était engagé à dégager une enveloppe de plus de 300 millions FCFA pour l'encadrement des Communautés locales et populations autochtones, dans la mise en place des activités

génératrices de revenus portant sur des services environnementaux.

Au mois d'août de la même année, il avait signé un partenariat avec le Centre de valorisation des produits forestiers non ligneux, en vue d'encourager la production de miel de qualité dans la Bouenza, la

Sangha et la Likouala. Le coût de ce projet s'élevait à 250 millions FCFA.

Lancé en 2013, le PFDE a pour objectif de renforcer les fonctions forestières régaliennes du pays, en s'appuyant sur son secteur forestier afin de diversifier l'économie nationale.

Lopelle Mboussa Gassia

PROTECTION DE L'ENFANCE

Le Congo a encore un long chemin à parcourir dans la prise en charge en période d'urgence

Les conclusions et les recommandations de l'atelier de Dakar sur la coordination de la protection de l'enfance dans l'intervention humanitaire, présentées le 17 mai à Brazzaville, relèvent la nécessité de mettre en place une coordination nationale en période d'urgence

Les délégués de sept pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, notamment le Cameroun, le Tchad, le Burkina Faso, la République du Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée et la République démocratique

du Congo s'étaient réunis en décembre 2016. C'était à l'occasion de l'atelier sur la coordination de la protection de l'enfance dans l'intervention humanitaire. Cette rencontre avait permis aux participants de : évaluer l'impact de l'atelier de 2015 ; identifier les ressources disponibles pour renforcer la coordination de la protection de l'enfance ; présenter le nouveau partenariat mondial pour mettre fin à la violence contre les enfants ; présenter les outils techniques

en matière de protection de l'enfance.

La délégation congolaise qui a pris part à ces assises a restitué les résultats au cours d'une réunion présidée par le directeur de cabinet de la ministre des Affaires sociales, des actions humanitaires et de la solidarité, Christian Aboké-Ndza. La cérémonie a regroupé l'ensemble des partenaires techniques et financiers ainsi que les ONG agissant dans le domaine de la protection de l'enfance pour évaluer l'action commune

en vue de trouver des pistes idéales de correction des faiblesses identifiées.

« Il a été clairement démontré que nos pays ont encore des faiblesses dans deux domaines précis : la coordination de l'action avec l'ensemble des partenaires agissant dans la protection de l'enfance et dans le domaine des résultats des enquêtes en période d'urgence capable de mobiliser les partenaires techniques et financiers. De ces deux constats, il a été décidé que l'on fasse, une année après, l'évaluation des plans d'action », a expliqué le directeur de cabinet.

Faire fonctionner le GTPE du Congo

Il a déploré le fait que depuis sa mise en place, le Groupe de travail sur la protection de l'enfance (GTPE) n'a tenu que deux réunions. Selon lui, il faut d'abord commencer à faire fonctionner ce groupe en le remettant en place avant son élargissement. « Il y a nécessité de mettre en place une coordination nationale en charge de la protection de l'enfance en période d'ur-

gence ; faire la cartographie de l'ensemble des acteurs qui interviennent dans ce domaine au Congo. Quand nous aurons réalisé ces deux actions, il va maintenant s'en suivre effectivement la mise en œuvre du plan d'action tel qu'amendé à Dakar », a poursuivi Christian Aboké-Ndza, évoquant la possibilité d'intégrer l'ensemble des évaluations en vue de la mobilisation des partenaires techniques et financiers.

Notons que les problématiques liées à la violation des droits des enfants augmentent et s'amplifient particulièrement dans les situations d'urgence. Cela s'explique non seulement par l'augmentation de la pauvreté dans les familles, mais aussi par l'affaiblissement des lois, de l'ordre social et des services sociaux pendant les situations d'urgence. Cette situation a conduit l'Unicef Afrique de l'Ouest et du Centre, avec le GTPE à organiser en décembre 2015, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, un atelier pilote dans le domaine de responsabilité de la protection de l'enfance.

Parfait Wilfried Douniama



Les participants à l'atelier de restitution /crédit photo Adiac

CENTRAFRIQUE

Un appel à poursuivre l'aide humanitaire internationale

Six mois après la conférence des bailleurs à Bruxelles, Action contre la Faim et le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) tirent la sonnette d'alarme et appellent la communauté internationale à rester mobilisée, afin que la Centrafrique ne devienne pas une crise oubliée.

Le 17 novembre dernier, la communauté internationale réunie à Bruxelles promettait de financer le Plan de relèvement et de consolidation de la paix en Centrafrique (RCP-CA) à hauteur de 2,2 milliards de dollars sur trois ans. Six mois plus tard, rares sont les financements promis dans ce cadre à s'être concrétisés et les mécanismes de coordination du RCP-CA tardent à se mettre en place.

En parallèle, les financements humanitaires enregistrés jusqu'à début mai ne permettraient de couvrir que 16% des besoins identifiés dans le Plan de réponse humanitaire (PRH) 2017. « Ce chiffre est malheureusement révélateur du sous-financement chronique des opérations humanitaires en Centrafrique », souligne Arnaud Lavergne, directeur Pays d'Action contre la Faim en République centrafricaine.

Pourtant, en Centrafrique, près d'une personne sur deux dépend de l'assistance humanitaire. Quatre ans après la crise de 2013, 20% de la population reste déplacée à l'intérieur du pays ou réfugiée dans les pays voisins – un chiffre

d'apparence stable mais qui masque d'importants mouvements de populations – et 48% de la population souffre d'insécurité alimentaire. La majorité des services sociaux de base (santé, éducation, eau, hygiène et assainissement) est assurée par les ONG internationales. L'accès aux droits de logement, terre, et biens reste un défi pour les familles en situation de déplacement et un obstacle considérable au retour.

Le pays connaît un regain de violences depuis septembre 2016 : les affrontements entre groupes armés, presque quotidiens, touchent des zones jusque-là épargnées (Basse-Kotto, Mbomou notamment), les logiques de prédation des ressources naturelles resurgissent, 60% du territoire reste contrôlé par les groupes armés (selon l'ONG Oxfam) et plus de 100 000 nouveaux déplacés internes ont été comptabilisés sur les six derniers mois. Dans une grande partie du territoire, les pertes en vies humaines sont quotidiennes et les besoins humanitaires croissants au sein de la population civile.

« Cette nouvelle vague de violences affecte également les acteurs humanitaires, au premier rang desquels les ONG très présentes sur le terrain, qui se voient parfois empêchées d'accéder à des populations pourtant vulnérables », rappelle Maureen Magee, directrice Pays du Conseil Norvégien pour les

Réfugiés (NRC) en Centrafrique. Les menaces contre la sécurité des travailleurs humanitaires, les multiples cas de braquages ou de pillages ont parfois mené certaines organisations à suspendre temporairement leurs activités. En 2016 selon le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), 574 incidents sécuritaires ont eu un impact négatif sur les activités humanitaires ; 137 incidents ont directement impliqué des travailleurs humanitaires, et au moins 5 d'entre eux ont péri dans l'exercice de leurs fonctions en Centrafrique. La Centrafrique détient ainsi le triste record du pays enregistrant le plus grand nombre d'incidents sécuritaires impliquant les acteurs humanitaires.

Pour NRC et Action contre la Faim, ces différents éléments sont constitutifs d'une situation d'urgence humanitaire en Centrafrique. « Si l'on ne veut pas voir se répéter les crises du passé, la communauté internationale doit renforcer sa mobilisation afin de permettre aux acteurs humanitaires de répondre aux besoins humanitaires, de relèvement et développement des populations centrafricaines », appellent leurs directeurs pays. Il est vital que la communauté internationale tienne les promesses faites aux populations centrafricaines et que les engagements pris à Bruxelles se matérialisent au plus vite.

Source locale : RJDH

La nouvelle flambée de violences a fait au moins 26 morts

La Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en Centrafrique (Minusca) a exprimé sa vive préoccupation face à la récente recrudescence des violences et des tueries dans plusieurs régions du pays, qui a aggravé la situation humanitaire de milliers de civils déplacés.

Mardi, des affrontements entre groupes armés ex-Séléka pro-musulmans et anti-balaka majoritairement chrétiens ont éclaté à Bria (centre). La situation était « calme mais tendue » le soir, d'après la Minusca qui affirme s'être interposée.

Quant à l'attaque de samedi dernier d'un groupe armé contre le quartier musulman de Bangassou à 470 km à l'est de Bangui, elle s'est soldée par la mort de 26 personnes. La semaine dernière six Casques bleus ont été tués. Et un Casque bleu marocain a été tué dans cette attaque. Cinq autres - quatre Cambodgiens, un Marocain - avaient péri dans l'attaque de leur convoi près de Bangassou le 8 mai.

« Le pire est passé à Bangassou, je crois qu'on tient le terrain et nos hommes vont continuer les ratissages », a déclaré mardi le commandant de la force de la Minusca, le général Bala Keita. « La sécurisation de cette ville (...) prendra du temps », a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse.

Inquiet face au nombre croissant d'attaques des groupes armés contre des civils dans tout le pays ces derniers mois, le Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a fermement condamné mardi les actes de violence et les atteintes aux droits de l'Homme. « Je rappelle à ceux qui commettent, donnent l'ordre, dirigent ou omettent d'empêcher ces attaques contre les civils, les travailleurs humanitaires et les Casques bleus de l'ONU, qu'ils peuvent être poursuivis pour crimes de guerre », a-t-il souligné dans un communiqué. Zeid Ra'ad Al Hussein a, par ailleurs, appelé les autorités de Bangui à traduire en justice les combattants impliqués dans des violations et abus des droits de l'Homme.

Estimant que la violence et les tensions croissantes qui se répandent en Centrafrique sont « un signal d'alarme fort », le Haut-commissaire a dit que « le climat continu d'impunité est désormais inacceptable ». Les récentes violences à Bangassou et à Bria (est du pays) ont entraîné le déplacement forcé des milliers de personnes vers la République démocratique du Congo voisine, alors qu'entre 25.000 et 30.000 Centrafri-cains ont besoin d'une assistance humanitaire immédiate à Bangassou, selon l'ONU.

La Centrafrique a sombré dans les violences intercommunautaires en 2013 après le renversement de l'ancien président, François Bozizé, par les groupes armés Séléka pro-musulmans, entraînant la contre-offensive des antibalaka majoritairement animistes ou chrétiens. Ce conflit a fait des milliers de morts et près d'un million de déplacés ou réfugiés.

Nestor N'Gampoul

AFRIQUE

La Communication dans les contextes d'épidémies au centre d'une formation

Le Bureau régional de l'Unicef pour l'Afrique de l'Ouest et du centre, notamment le réseau communication pour le développement (C4D) organise du 16 au 19 mai un atelier sur la communication dans les contextes d'épidémies en s'appuyant sur l'exemple des épidémies de polio.

Pendant quatre jours, les participants venus de différents pays, régions et organisations régionales vont tabler entre autres sur : le plan stratégique 2018-2021, les priorités régionales pour la région de l'Afrique de l'Ouest et du centre, et les résultats clés pour les enfants de la région, le positionnement et le rôle de la C4D dans le Plan stratégique de gestion de la C4D au siège (OMP), les plans de gestion des bureaux régionaux du réseau communication pour le développement (C4D), les documents de programme des pays (CPDs) et les plans de travail, les résultats de la C4D et la stratégie basée sur les preuves.

A l'issue des travaux les participants auront une compréhension plus approfondie des différents sujets débattus et devront être en mesure de concevoir des interventions, de surveiller leur

mise en œuvre et de mesurer les résultats du changement social et comportemental.

Prennent part aux travaux de l'Atelier, les spécialistes et conseillers du réseau communication pour le développement du bureau régional de l'Unicef pour l'Afrique de l'Ouest et du centre, les représentants des Bureaux pays, les chercheurs de l'Institut de recherche pour le développement et les représentants de deux Communautés économiques régionales (la CEEAC et la CEAO).

La communication pour le développement est un processus social axé sur le dialogue et ayant recours à un large éventail d'outils et de méthodes. L'objectif de cette formation est de chercher à apporter des changements à différents niveaux, tels que l'écoute, la relation de confiance, le partage des connaissances et des compétences, l'application de politiques, le débat et l'apprentissage de changements importants et durables. Les travaux prendront fin le 19 mai par l'adoption d'une série de recommandations.

Yvette Reine Nzaba

BARRAGE TRANSFRONTALIER DE CHOLLET

Le Cameroun et le Congo optent pour un partenariat public-privé

Le ministre camerounais de l'Eau et l'énergie, Basile Atangana Koua, et son homologue congolais Serge Blaise Zoniaba, ont co-présidé le 12 mai à Yaoundé, une session du comité inter-Etats du Projet d'aménagement hydroélectrique de Chollet (600 MW) sur le fleuve Dja et des lignes électriques associées.

Les deux parties ont convenu de recruter par appels d'offres un partenaire en vue du développement du projet en mode partenariat public privé (PPP). D'autant plus que l'ouvrage hydroélectrique coûtera entre 354 et 670 milliards de FCFA selon l'option d'aménagement qui sera mise en place par l'entreprise chinoise Sinohydro. Il a été aussi décidé d'achever l'élaboration d'un manuel de procédures du projet et d'inviter les Etats à débloquent dans le compte de la direction du projet leurs contributions. Ceci en prévision des exercices à venir. En janvier 2017, le Cameroun avait alloué un montant de 1,09 milliard de FCFA au titre des exercices 2015, 2016, 2017. Le Congo, lui, a contribué à hauteur de 950 millions de FCFA au titre de l'exercice 2017. Soit un total de 2,04 milliards de FCFA disponibles. Le budget au titre de l'année 2017 a été arrêté à 1,9 milliard de FCFA.

S'agissant du recrutement des experts, le Comité après avoir pris acte du recrutement des experts camerounais, a instruit, le directeur du projet de continuer la même opération côté congolais. Au terme des travaux, les parties ont réaffirmé leur intérêt à faire du projet d'aménagement hydroélectrique de Chollet, la fondation de l'interconnexion électrique entre les deux Etats et éventuellement avec d'autres pays voisins dans le cadre des accords du Pool énergétique de l'Afrique centrale (Peac).

Agence Ecofin

BRASCO

La nouvelle marque Mützig Class 50cl fait le buzz à Brazzaville



Pour satisfaire au besoin de ses consommateurs congolais, la Brasserie du Congo (Brasco) vient de lancer, le 11 mai dernier à Brazzaville, une nouvelle marque de bière à fermentation lente, légère, et surtout plus rafraîchissante. Class, la nouvelle bière idéale à 500FCFA l'unité, fait parler d'elle dans tous les bars de Brazzaville.

Face à la presse congolaise le jeudi 11 mai dernier, Vincent Lavarini, directeur marketing et commercial à Brasco, vantait la qualité de la nouvelle bière 100% congolaise, fabriquée par les Congolais pour les Congolais. C'est l'unique bière à fermentation lente car, explique-t-il, la brasserie a consacré 17 jours pour sa fermentation.

« Elle est 100% pur malt et 100% congolaise, avec un prix magique unique sur l'ensemble du territoire national. Nous veillerons à ce que la bière soit vendue à 500FCFA à Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Oyo, Ouesso... », a rassuré lors de la conférence de presse Vincent Lavarini, ajoutant qu'il n'y a aucune raison que Class soit vendue à un prix supérieur à 500F.

Le lancement de la marque Class est un événement de l'année pour les consommateurs congolais. Il crée le buzz ! Pour commander sa bière Class, il suffit de faire le geste Class comme Sapés comme jamais, puis indiquer deux doigts pour deux bouteilles à 1000F seulement. La sortie officielle de la Class a eu déjà un grand succès à Pointe-Noire, Dolisie ; après Brazzaville elle poursuivra son chemin à Oyo et dans d'autres villes. La Brasserie promet d'importantes manifestations au tour de cette nouveauté dans l'ensemble du pays, notamment des soirées dans les top VIP pour des ambiances ultra festives. Des figures de marques sont invitées, des DJ et chanteurs locaux y compris les sportifs.

Une bonne nouvelle pour les clients grossistes et détaillants, les casiers Mützig Class peuvent s'échanger avec n'importe quel casier Brasco.

LA PREMIERE BIERE A FERMENTATION LENTE



Révèle la CLASS en toi!

L'AFRIQUE EN BREF**SOUDAN**

Le président soudanais Omar el-Béchir, sous le coup d'un mandat d'arrêt international pour génocide, se rendra au même sommet des dirigeants à Ryad que le président américain Donald Trump, a indiqué mercredi le chef de la diplomatie soudanaise. «*Je peux confirmer que le président Béchir (...) ira en Arabie Saoudite*», a déclaré le ministre des Affaires étrangères soudanais, Ibrahim Ghandour, lors d'une rencontre arabes et musulmans avec des journalistes à Genève. M. Béchir est visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour, province de l'ouest du Soudan en proie à un conflit qui a fait des centaines de milliers de morts, selon l'ONU.

ABIDJAN

La vie a repris normalement son cours mercredi à Abidjan, la capitale économique, et dans les principales villes de Côte d'Ivoire avec la fin des mutineries de soldats qui avaient paralysé les activités pendant des jours. Mardi, les militaires révoltés avaient regagné leurs casernes après quatre jours de troubles, qui ont touché plusieurs villes pour obtenir le paiement de primes promises lors de premières mutineries en janvier. Le ministre de la Défense, Alain Richard Donwahi, a assuré que le gouvernement ne sortait pas «*affaibli*» des mutineries qui ont fait trois morts et vont peser lourdement sur le budget. La Côte d'Ivoire souffre de la chute des prix du cacao, dont elle est le premier producteur mondial.

BANGUI

La nouvelle flambée de violences en Centrafrique a fait au moins 26 morts à Bangassou (sud-est), en plus des six Casques bleus tués la semaine dernière, d'après un premier bilan mardi de l'ONU. La Mission des Nations unies a fait état de 26 morts dans l'attaque samedi d'un groupe armé contre le quartier musulman de Bangassou, à 470 km à l'est de Bangui. Le président de la Croix-Rouge centrafricaine, Antoine Mbao Bogo, a affirmé que ses équipes chargées de récupérer les corps avaient dénombré 115 victimes, des chiffres non confirmés par les autres ONG ou agences de l'ONU présentes en Centrafrique.

KAMPALA

Le président ougandais, Yoweri Museveni, a dénoncé mardi le recours «*inutile et mauvais*» à la torture dans une lettre adressée aux chefs de la police et des services de sécurité, auxquels il demande de ne plus y recourir. «*L'usage de la torture est inutile et mauvais, et si, comme certains groupes l'ont prétendu dans les médias, elle a été utilisée, alors elle ne doit plus l'être*», écrit Museveni, après des accusations de recours à la torture par les forces de l'ordre qui se sont multipliées ces dernières semaines.

LUANDA

L'opposition angolaise a réclamé mercredi une clarification officielle sur l'état de santé du président Jose Eduardo dos Santos que de nombreuses rumeurs décrivent mourant, en séjour médical à Barcelone, depuis le début du mois de mai.

AFP

ANGOLA**Plus d'un million et demi de personnes touchées par la sécheresse**

Un rapport mensuel du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) rendu public le mercredi 17 mai, indique que plus d'un million et demi de personnes, dont plus de 750.000 enfants, sont touchés par la sécheresse qui sévit en Angola, particulièrement dans le sud du pays.

«*Une grave sécheresse continue d'affecter sept provinces du sud de l'Angola (...) entraînant une baisse de la production de nourriture de près de 90%*», souligne le rapport, ajoutant que 800.000 personnes sont «*en situation d'insécurité alimentaire*» dans ce pays, qui compte 25 millions d'habitants.

L'Angola n'est pas le seul pays d'Afrique australe frappé par la sécheresse. Cette région traverse depuis près de trois ans une aridité de grande ampleur, résultat des effets dévastateurs d'El Nino, un courant climatique qui bouleverse le rythme des pluies. Et si certaines régions comme le nord de l'Afrique du Sud, une partie du Mozambique et du Zimbabwe ont bénéficié de précipitations abondantes cette année, d'autres zones restent sinistrées. L'Unicef estime que 20 millions de dollars sont nécessaires pour aider l'Angola à surmonter cette crise.

Outre la sécheresse, l'agence onusienne met en garde les provinces du nord du pays, qui ont bénéficié de fortes pluies, contre le risque de choléra, ayant déjà fait 18 morts en avril sur 392 cas suspects recensés.

Nestor N'Gampoula

RESIDENCE MOABI – CENTRE VILLE



Situés Avenue Foch 10 appartements de haut standing seront disponibles à partir du 1^{er} Juin 2017

- F4 de 232M²
- F4 de 120M²
- F3 de 76M²

Cuisines et buanderies toutes équipées

Climatisation dans chaque pièce

Volets roulants électriques et dressings dans toutes les chambres

Places de parkings et caves

Gardiennage et vidéosurveillance. Immeuble aux normes de sécurités européennes.



Pour plus d'informations ou visites merci de nous contacter aux coordonnées suivantes :

Tel: +242 06 497 39 12

Mail: residencebrazzaville@gmail.com

Web: www.residencebrazzaville.com

FRANCE

Les principaux ministres du nouveau gouvernement

Deux poids lourds socialistes, des centristes, un ex-ministre de droite, un militant écologiste très populaire et une championne d'escrime antillaise : voici les portraits des principales figures du nouveau gouvernement français formé mercredi, une équipe paritaire de 18 ministres, issus de la gauche, de la droite, du centre et de la société civile, qui sera pilotée par Edouard Philippe, venu de la droite modérée.

Armées : Sylvie Goulard

Peu connue des Français, cette centriste de 52 ans, a fait une grande partie de sa carrière à Bruxelles, notamment comme conseillère du président de la Commission européenne, l'Italien Romano Prodi, entre 2001 et 2004. Eurodéputée depuis 2009, cette européenne convaincue qui veut «redonner envie d'Europe» croit beaucoup au moteur franco-allemand pour faire avancer l'UE. Silhouette mince, cheveux courts et bruns, elle parle couramment allemand, anglais et italien. Juriste de formation, elle a entre autres publié «L'Europe pour les nuls», un livre pédagogique sur le fonctionnement des institutions européennes, et «Goodbye Europe», juste avant le référendum britannique sur le Brexit.

Intérieur : Gérard Collomb

Le maire socialiste de Lyon, la troisième ville de France, chantre du social-réformisme, entre pour la première fois à 69 ans au gouvernement après



Laura Flessel (DR)

quarante ans de joutes électorales. Ce baron de province à ému aux larmes le jour de son investiture. Réputé efficace

Premier gouvernement du président Macron
 Premier ministre Edouard Philippe
 - Ministre de l'Intérieur : Gérard Collomb
 - Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire : Nicolas Hulot
 - Ministre de l'Economie : Bruno Le Maire
 - Ministre des Armées : Sylvie Goulard
 - Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères : Jean-Yves Le Drian
 - Ministre de la Cohésion des territoires : Richard Ferrand
 - Ministre de la Justice : François Bayrou
 - Ministre du Travail : Muriel Pénicaud
 - Ministre des Solidarités et de la Santé : Agnès Buzyn
 - Ministre de la Culture : Françoise Nyssen
 - Ministre de l'Education : Jean-Michel Blanquer
 - Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation : Jacques Mézard
 - Ministre de l'Action et des Comptes publics : Gérald Darmanin
 - Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation : Frédérique Vidal
 - Ministre des Outre-Mers : Annick Girardin
 - Ministre des Sports : Laura Flessel
 - Ministre chargée des transports : Elisabeth Borne
 - Ministre chargée des affaires européennes : Marielle de Sarnez

l'air austère, sénateur depuis 1999, soutien de longue date d'Emmanuel Macron, était

mais autoritaire, il a multiplié les chantiers pour moderniser la ville qu'il dirige depuis

2001, avec des appuis à droite et au centre.

Economie : Bruno Le Maire

Ancien secrétaire d'Etat aux Affaires européennes (2009) et ministre de l'Agriculture (2009-2012) du président de droite Nicolas Sarkozy, ce député de 48 ans a été parmi les premiers responsables de droite à proposer de travailler avec le nouveau président centriste. Brillant élève ayant opté pour la diplomatie, germanophone, cet homme à l'image de technocrate est longtemps resté dans l'ombre des cabinets ministériels avant d'être élu député en 2007 puis réélu en 2012. Candidat malheureux à la primaire de la droite pour la présidentielle 2017, il avait rallié la campagne du conservateur François Fillon mais l'avait quittée au moment du scandale sur les emplois fictifs présumés au profit de la famille du candidat. Sa phrase «mon intelligence est un obstacle» lui avait valu le grand prix de l'humour politique en 2016.

Justice : François Bayrou

Vétéran de la politique française, ancien ministre de l'Education (1993-1997) et député, ce leader centriste de 65 ans a été trois fois candidat à la présidentielle, sans jamais accéder au second tour, en 2002, 2007 et 2012. Pourfendeur de la bipolarisation de la vie politique française, partisan de la constitution d'un «axe central», inlassable militant d'un centre indépendant, ce fils d'agriculteur, ca-

tholique et laïc, est devenu en février le premier soutien de poids d'Emmanuel Macron hors de la sphère socialiste. En contrepartie, ce fin lettré implanté dans le Sud-Ouest a obtenu la promesse d'une loi de moralisation de la vie publique et l'investiture d'une centaine de candidats de son mouvement, le Modem, aux législatives de juin, sous la bannière présidentielle.

Transition écologique : Nicolas Hulot

Cet ex-animateur de télévision de 62 ans, qui a baroudé pendant 25 ans au service de l'aventure et de l'écologie, avait jusqu'à présent refusé toutes les offres de ministère. Très populaire, président d'une fondation qui porte son nom, ce père de deux enfants se veut farouchement indépendant et est difficilement classable politiquement. A la présidentielle de 2012, il avait été battu à la primaire des écologistes avant de voter pour la gauche radicale. Cette année, il a dit qu'il voterait «sans hésitation» pour Emmanuel Macron au second tour, en invoquant «un vote de raison».

Sports : Laura Flessel

L'escrimeuse antillaise Laura Flessel, 45 ans, peut se prévaloir d'un impressionnant palmarès : quintuple médaillée olympique à l'épée, six fois championne du monde et une fois championne d'Europe. Elle a mis fin à sa carrière sportive en 2012.

AFP

Jean-Yves Le Drian, caution régaliennne du président Macron

Le ministre sortant de la Défense Jean-Yves Le Drian, nommé mercredi chef de la diplomatie française, apporte au jeune président centriste Emmanuel Macron une caution régaliennne sur le front antiterroriste et les grands dossiers stratégiques internationaux.

Ce Breton de 69 ans, resté à la Défense durant tout le quinquennat du socialiste François Hollande, est l'un des deux seuls rescapés du gouvernement sortant dans la nouvelle équipe Macron.

«Le Drian apporte l'expérience. Or on en a besoin tout de suite, avec le sommet de l'Otan le 25 mai à Bruxelles» et celui du G7 dans la foulée en Italie, souligne François Heisbourg, président de l'International Institute for Strategic Studies de Londres. Apprécié des militaires, respecté par ses adversaires politiques, «il est populaire dans l'ensemble de l'électorat» et «a une for-

midable cote auprès de ses partenaires étrangers», relève l'expert.

Au côté de l'ex-président Hollande, il a engagé l'armée française sur quatre fronts, au Sahel, en Centrafrique, en Irak/Syrie contre le groupe Etat islamique (EI) et en France avec l'opération antiterroriste Sentinelle. Pendant cinq ans, Jean-Yves Le Drian qui, sous une bonhomie apparente, dissimule une vraie poigne, s'est inscrit dans la fidélité au chef de l'Etat. Mais lorsque François Hollande renonce à se représenter, il tourne le dos aux socialistes pour rejoindre le candidat social-libéral Em-

manuel Macron qui, sans expérience internationale, décroche alors une «belle prise» dans le domaine régalienn.

Au Quai d'Orsay, Jean-Yves Le Drian va apporter une connaissance intime des grands enjeux sécuritaires, de la lutte contre les groupes jihadistes à la défense européenne, et des crises régionales. Depuis 2012, au fil des interventions militaires, il a imprimé sa marque, du Proche-Orient à l'Afrique, au point de faire de l'ombre à ses homologues des Affaires étrangères d'alors, Laurent Fabius puis Jean-Marc Ayrault. Intime des dirigeants subsahariens et arabes, de l'Egyptien Abdel Fattah al-Sissi au Tchadien Idriss Déby, il assume sans complexe ses liens avec des régimes souvent



Jean-Yves Le Drian (DR)

décriés en matière de droits de l'Homme. Son pragmatisme, sa discrétion et son sens du contact passent aussi pour la clef de ses succès à l'export, outre un contexte sécuritaire

porteur. Sous sa houlette, les exportations d'armements français ont volé de record en record pour franchir les 20 milliards d'euros en 2016.

D'après AFP

Le groupe Somdiaa et le Port autonome de Pointe-Noire signent une convention sur la construction d'une unité de transformation des céréales

Le groupe français Somdiaa (Société d'Organisation de Management et de développement des Industries Alimentaires et Agricoles) a signé, à travers sa filiale SGMP (Société les Grands Moulins du Phare), une convention avec le port autonome de Pointe-Noire (PAPN) portant sur la réalisation du projet d'occupation, de construction et d'exploitation d'un moulin mixte dans l'enceinte dudit port. Les documents ont été paraphés le 15 mai à Pointe-Noire (capitale économique de la République du Congo) par Séraphin Bhalat, directeur général du PAPN, et Alexandre Vilgrain, président directeur général du conseil d'administration de la SFMP, en présence de Gilbert Moukoki, ministre des transports et de la marine marchande.



La signature de cette convention est l'aboutissement d'un processus de négociations entamé en 2016. Le projet de construction de l'unité de transformation des céréales porté par la SGMP entre dans le cadre de la diversification des activités du PAPN tel que l'a signifié... sa secrétaire générale : « Dans le contexte actuel de morosité de l'économie mondiale et nationale qui ont eu pour conséquence la contraction de l'offre de transport maritime, le port autonome de Pointe-Noire s'emploie à diversifier ses activités et saisi l'opportunité qu'offre l'installation de cette unité de transformation céréalière dans le domaine portuaire. Il se doit pour se faire d'accompagner les

investisseurs actuels et potentiels désireux d'investir dans le port en mettant à leur disposition toutes les facilités nécessaires à leur implantation». Le moulin dont le coût est estimé à 16 milliards 495 millions 788.347 FCFA, entièrement supportés par la SGMP, sera construit dans l'enceinte publique du domaine portuaire situé au nord du terre-plein de la société Ilogs en première zone, sur une superficie de 3 hectares 100. Il sera constitué, entre autres, d'une minoterie d'une capacité de production de 300 tonnes /jour pouvant être portée à 900 tonnes /jour, une maïserie de 500 tonnes /jour de capacité de production, une unité de production d'aliment de bétail, un laboratoire d'analyse de

matières premières et des produits finis. A cela s'ajoute un élevage permettant la production des poussins d'un jour en périphérie de Pointe-Noire et la promotion de la culture de maïs. Ces différentes unités industrielles produiront pour le marché congolais 70.000 tonnes de farine de blé, 9000 tonnes de gritz de maïs, 10.000 tonnes d'alimentation animale et 1 million de poussins par an. La secrétaire générale du PAPN, a remercié le gouvernement pour l'attention qu'il accorde au port, outil essentiel de l'économie nationale. Ses

débouchés et des produits à des prix abordables sur le marché.

L'unité va générer près de 70 emplois directs tous secteurs confondus et plusieurs centaines d'emplois indirects. Grace aux débouchés industriels apportés, le SGMP jouera le rôle d'accélérateur du programme d'appui et de développement de la production de maïs villageois dans la vallée du Niari porté par la Saris-Congo. Indiquant que le gouvernement encourageait le développement rationnel de ce projet d'un grand



remerciements ont aussi été adressés au président directeur général du groupe Somdiaa et à sa délégation pour l'intérêt qu'ils portent à ce projet capital pour le port de Pointe-Noire. Celui-ci permettra en effet, d'apporter un trafic additionnel audit port et de développer et de moderniser ses infrastructures. Bien que n'étant pas de très grande capacité, ce qui compte pour cette unité ce n'est pas tant sa taille, a estimé Alexandre Vilgrain qui a remercié, par ailleurs, le ministre et le directeur général du port pour l'aboutissement des négociations du projet : « Ce n'est pas un gros moulin mais cela suffit largement au besoin du marché. L'essentiel de ce projet c'est surtout qu'il va permettre le développement de l'alimentation de bétail, du maïs et des poussins pour offrir aux petits éleveurs et paysans des

intérêt économique pour le port et pour le pays, Gilbert Moukoki a exhorté la SGMP à aller vite dans sa réalisation afin de contribuer à la réduction des importations des produits dans le pays. Notons que la durée de la convention est de 25 ans à compter de la date de signature et elle est renouvelable sur la période de 25 ans. Pendant la période d'amortissement du bâti portuaire, il deviendra la propriété du port et sera géré sous le régime du droit commun. L'usine et en général les équipements non considérés dans le bâti portuaire restent la propriété de la SGMP. Le moulin qui sera construit au port est le troisième que le Somdiaa installe au Congo, où il est présent depuis 60 ans, après celui de Nkayi et celui qui se trouve actuellement au port.

NECROLOGIE



La famille Berri, les enfants et petits-fils, remercient vivement la présidence de la République, le gouvernement, la Cours constitutionnelle, l'Association des anciens ministres, le RDPS et tous les amis pour leur soutien multiforme lors des obsèques de leur regretté fils, frère, oncle, père et grand-père Jean-Pierre Berri, ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, ancien membre de la Cours constitutionnelle, décédé le 16 avril 2017 à Paris en France. Qu'ils trouvent ici, l'expression de leurs sincères reconnaissances. L'Eternel a donné, l'Eternel a repris, que le nom de l'Eternel soit loué!



Jean Bruno Ndokagna, agent des Dépêches de Brazzaville, Yvon Thiburce Eungula, Ali Mby, Topele Bintou Mby, Rama Sabengue Mby, Mauryciat Ndokagna et famille ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur mère, Bazale Pascaline Awa, survenu le mercredi 10 mai 2017 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au, n°07, rue Mbe à Talangaï à côté de l'église Armée du salut. Le jour de l'inhumation vous sera communiqué ultérieurement.

PROGRAMME

Mardi 16 mai à 14h30 Conférence 15h00 Salle Savorgnan	Ouverture officielle Sada NIANG Cinéma et histoire en Afrique francophone
Conférence cinéma Mardi 16 mai à 16h30 Salle Savorgnan	Christophe FIGUÉRÉO Les Africains se réapproprient leur histoire : l'invention des mythes "Sarraounia"
Conférence Mercredi 17 mai à 15h00 Salle Savorgnan	Melissa THACKWAY Histoire(s) en image, histoire(s) en mouvement : mémoires décoloniales dans les cinémas d'Afrique
Conférence Mercredi 17 mai à 16h30 Salle Savorgnan	Odile GOERG "Le Franc", de Djibril Diop Mambéty
Conférence cinéma Mercredi 17 mai à 18h30 Salle Savorgnan	Sébastien KAMBA présente son film "la Rançon d'une alliance"
Conférence Jeudi 18 mai à 15h Salle Savorgnan	François ROBINET Le génocide des Tutsi du Rwanda : génocide en direct ou génocide oublié ?
Conférence Jeudi 18 mai à 16h30 Salle Savorgnan	François ROBINET Sauveurs, victimes et bourreaux : quand la télévision française raconte les guerres africaines (1994-2014)
Conférence cinéma Jeudi 18 mai à 18h30 Salle Savorgnan	Sébastien KAMBA et Bienvenu TCHISSOUKOU présentent le film "La chapelle". Présence de réalisateurs congolais de la nouvelle génération : Yacinthe Mlenandi, Blaise Anicet Okana et Sorel Boulingui
Rencontres lycéennes Vendredi 19 mai - 8h à 9h	Lycée St Exupéry Melissa THACKWAY Le réalisateur africain face à des choix Elèves de 1ère ES et S
9h30 à 11h	Delphe KIFOUANI présente son film "D'une rive à l'autre"
11h à 12h30	Professeur Sada NIANG Cinéma et histoire en Afrique francophone
Conférence Vendredi 19 mai à 14h Salle Savorgnan	Odile GOERG Le cinéma, un loisir conquérant
Conférence cinéma Vendredi 19 mai à 15h30 Salle Savorgnan	Christophe FIGUÉRÉO Les Africains se réapproprient leur histoire : la déconstruction du héros colonial avec le film "Le grand blanc de Lambaréné"
Conférence Samedi 20 mai à 14h Salle Savorgnan	Delphe KIFOUANI Soixante ans de cinéma en Afrique subsaharienne francophone : de quel cinéma est-il question ?
Conférence cinéma Samedi 20 mai à 15h30 Salle Savorgnan	Christophe FIGUÉRÉO Les Africains se réapproprient leur histoire : l'exaltation des prémices de l'indépendance "Camp de Thiaroye"

PRISON DE MAKALA

Evasion spectaculaire du gourou Ne Muanda Nsemi

Le leader spirituel de Bundu dia Kongo s'est évadé du centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa (ex-prison centrale de Makala) aux petites heures de ce mercredi 17 mai.

Les habitants de la commune de Sélembao se sont réveillés ce mercredi 17 mai dans une atmosphère de panique générale suscitée par l'évasion, tôt le matin, d'une cinquantaine des détenues de l'ex-prison de Makala. Ceux dont les logements sont situés dans les périmètres de ce centre pénitentiaire étaient, jusqu'en début d'après-midi, sous l'emprise des forces de l'ordre qui, dans la foulée, avaient bouclé les alentours de la prison interdisant l'accès à toute personne. Même ceux qui venaient s'enquérir du sort de leurs proches étaient carrément priés de rentrer. Un imposant cordon de dizaines de policiers et militaires campaient autour du bâtiment jusque dans les avenues avoisinantes.

Cette évasion des prisonniers a pris une connotation particulière simplement parce que dans le lot des évadés, l'on compte la

présence de Ne Muanda Nsemi, le leader de Bundu Dia Kongo arrêté début mars après deux semaines de siège de sa résidence à Kinshasa pour outrage au chef de l'Etat. Alors qu'on attendait qu'un procès en bonne et due forme soit organisée pour que justice soit faite, l'intéressé vient, contre toute attente, d'être exfiltré par ses miliciens aux petites heures de ce 17 mai. D'après des sources, les assaillants munis d'armes de guerre étaient près d'une centaine à avoir pris d'assaut la prison jusqu'à y pénétrer après avoir réussi à maîtriser la garde. Il s'en est suivi un vif échange des tirs d'armes automatiques entre les miliciens et les unités de la sécurité trouvées sur les lieux. Dans la confusion qui s'est ainsi déclarée, un groupe de miliciens réussit à fendre un coin du mur de la cellule qu'occupait le gourou. Ce dernier sera alors extrait et, dans la débandade, plusieurs autres prisonniers saisiront l'occasion pour s'échapper.

Aucun bilan humain n'a été dressé par les sources péniten-



Ne Muanda Nsemi

tiaires. Toute la journée de mercredi, l'on évaluait les dégâts. Mais d'après le ministre de la Justice qui s'est exprimé par la voie des ondes quelques heures après l'événement, le chef des opérations de la police attaché à la prison a été pris à partie par les miliciens de Bundu dia Kongo et serait grièvement blessé.

En outre, a-t-il précisé, le bureau administratif de la prison a été incendié ainsi que de nombreux véhicules présents sur le site. Des sources divergent cependant sur le nombre des morts. Un seul pour les uns et plusieurs sans autre précision pour d'autres.

L'autre inconnue concerne le

nombre des prisonniers évadés. Des dizaines de détenus parmi lesquels des partisans de BDK, à en croire le ministre Alexis Tambwé Mwamba, et une centaine selon d'autres témoins. Toutefois, a précisé ce membre du gouvernement, aucun des prisonniers politiques dits emblématiques ne s'est échappé pendant cette attaque planifiée de la prison. Et de rassurer que « l'arrestation du fugitif Ne Muanda Nsemi n'est qu'une question d'heures et très vite la police mettra la main sur lui ». L'alerte a déjà été lancée avec le signalement des prisonniers évadés, a-t-il dit, tout en ajoutant qu'un recensement est en cours pour identifier les fugitifs. Pour rappel, le chef spirituel Ne Muanda Nsemi est accusé d'avoir mené une série d'attaques meurtrières contre des symboles et des représentants de l'État en janvier et février 2016. Il a été arrêté début mars pour avoir appelé à un soulèvement contre les institutions de la République.

Alain Diasso

La population redoute un regain d'insécurité dans la ville

Ce sentiment mi figue-mi raisin se justifie par cette libération collective, qui vient de remettre en liberté certains bandits de grands chemins, membres de bandes de kuluna, qui sèment la terreur dans la ville-province.

La population kinoise redoute un regain d'insécurité, suite à l'évasion de la grande majorité de la population carcérale de la prison centrale de Makala. Alors que ces prisonniers en cavale sont fêtés par leurs familles et leurs proches, un sentiment de crainte envahit la population, qui se dit exposée aux méfaits du comportement de ces désormais ex-prisonniers parmi lesquels ceux communément appelés « kuluna ». « On aurait bien voulu les voir dehors mais, mettre en liberté ces « kuluna » signifie que la population est exposée à leurs actes de banditisme, qui les avaient conduits en prison », a déclaré un Kinois après vérification de la véracité de cette information. Tôt le matin du 17 mai 2017, les Kinois ont été réveillés par cette nouvelle de l'attaque de la prison centrale de Makala, la principale maison carcérale de Kinshasa, où dix pavillons sur les onze qu'elle compte ont vu toutes leurs grilles et barrières ouvertes pour laisser passer leurs pensionnaires. Pendant que le ministre de la Justice, sur les ondes de Top Congo FM, cherchait à minimiser l'ampleur de cette action, en notant que seule une cinquantaine de prisonniers avait pu sortir, des informations concordantes notent, elles, que près de 90% des pensionnaires ont pris la fuite à la suite de cette action attribuée aux adeptes de Ne Muanda Nsemi. S'il faut se dire que cette prison comptait plus de deux mille détenus, on peut se faire une idée sur le nombre qu'elle a déversé dans la ville.

Une traversée triomphale de Kinshasa
Déjà, vers les premières heures de la mati-



née, les évadés ont atteint des communes lointaines de la ville, par rapport à la prison d'où ils étaient sortis. A Lemba, à Matete ou dans les communes de la Tshangu, ces désormais ex-prisonniers ont été applaudis par la population, qui pensent que cette libération qui coïncide avec la date de l'entrée des troupes de l'AFDL à Kinshasa, brise le mythe du pouvoir de Kinshasa. Le gouvernement avait dédié cette journée aux forces armées. Comment fait-il que des simples civils, se demande un Kinois qui a requis l'anonymat, bravent ces forces ce jour symbolique ? Pour saluer cette libération, les désormais ex-prisonniers ont été accueillis avec des bouteilles de « zododo », ces Whiskies frelatés dont la teneur en alcool est inconnue, qui est à la base de certains compor-

tements décriés à Kinshasa. « Mes amis sont dehors (libres), je cours pour leur offrir cette boisson pour saluer ces retrouvailles... », a fredonné un Kinois, dont la physionomie est à faire peur, si vous vous rencontrez à deux dans un couloir.

Des prisonniers emblématiques restent sur place

Alors que certains évadés arguent que tous les prisonniers, sans exception, seraient dehors, il est confirmé que des emblématiques, ainsi que d'autres prisonniers politiques parmi lesquels Franck Diongo et toutes ces personnes qui ont été arrêtées dans le cadre de son affaire, et des militaires proches de Jean-Pierre Bemba (dont certains ont été amnistiés mais ne sont pas encore libérés) n'ont pas voulu sortir de la prison à la suite de cette vague d'évasion. Ils sont restés dans leurs cellules

et se retrouveraient encore en prison. « Ils ont évité de sortir par cette grande porte officielle. Ils attendent la grande porte officielle », a dit avec humour un Kinois qui semblait avoir appris cette information d'une source sûre. Pour l'instant, le bilan des évadés, des morts et blessés ne sont pas encore établis. « A voir le sang qui a coulé à l'intérieur de la prison et dans les parages, le bilan devra être très lourd », a néanmoins admis un confrère qui se retrouvait dans les périmètres de la prison où toutes les issues sont filtrées par les forces de l'ordre tentant de remettre les choses en place. Mais, beaucoup continuent également à hésiter et traitent cette évasion de « mascarade » ou une « blague de mauvais goût ».

Lucien Dianzenza

ASSAINISSEMENT

Des ouvriers de la société Averda présents dans les artères de la capitale économique

Environ deux semaines déjà, des ponténégrins et ponténégrines se réveillent chaque jour avec des bacs placés ici et là sur de nombreuses artères de la ville océane. C'est la société d'assainissement Averda qui venait d'annoncer ses couleurs avec de jeunes ouvriers enthousiastes.

Bien qu'aucun lancement officiel des activités de ladite société, spécialisée dans la gestion intégrée des déchets, n'ait eu lieu dans la ville océane, le constat est que depuis près de quinze jours, des caniveaux sont curés, des artères et places publiques sont balayées et nettoyées par de jeunes gens portant des tenues aux couleurs de la société. De même des poubelles de dimensions variées sont placées le long des artères. Et lorsqu'on interroge ces jeunes, ils sont tous dans la joie, et remercient les autorités nationales et locales car pour eux, l'heure d'un début d'insertion socio-professionnelle a sonné. « Nous venons à peine même d'être recrutés. Et selon le contrat qui nous lie avec la société Averda qui vient de commencer ici à Pointe-Noire, les choses vont aller pour le meilleur; car la société nous a rassurés de verser régulièrement nos salaires », s'exprimait l'un d'eux. Des sources proches de la mairie, on signale que les choses ne vont



Les jeunes ouvriers de la société en plein travail sur l'une des artères de Pointe-Noire

plus tarder pour le lancement officiel des activités de ladite société au niveau de la ville océane et un site serait en train d'être aménagé pour son installation, avec ses multiples équipements d'assainissement urbain.

Du côté de la population ponténégrine, un grand soulagement est éprouvé, car nombreuses gens ont salué l'expertise de la société Averda qui, en deux se-

maines, a effectué un travail important. Quelques grands ronds-points du centre ville et quelques artères notamment les avenues Général Charles de Gaulle, Général Alfred Raoul, de la Révolution et bien d'autres présentent visiblement des indices indéniables de salubrité. L'histoire retiendra que, si à Brazzaville Averda avait annoncé ses couleurs au moment où la ville accueillait les Jeux afri-

cains de 2015, à Pointe-Noire on pourra affirmer sans le moindre risque de se tromper que cette société arrive au même moment où la ville a abrité la cérémonie d'inauguration de Moho Nord. Notons que cette ville côtière connaît de très sérieux problèmes de gestion des déchets de toutes sortes, de drainage d'eau avec ses caniveaux, petits ruisseaux et rivières bouchés de

toute part à cause de l'insalubrité criante. Aucune tentative d'assainissement n'a montré ses preuves en quelques jours comme c'est le cas aujourd'hui. « Que cet élan se pérennise afin que Pointe-Noire retrouve enfin sa beauté d'une ville côtière débarrassée de tous les déchets aux odeurs nauséabondes », a laissé entendre un étranger vivant à Pointe-Noire.

Faustin Akono

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



CHAMPIONNAT DÉPARTEMENTAL DE HANDBALL SENIORS

Patronage Sainte-Anne dames domine la compétition

Le deuxième tour du championnat départemental de handball seniors hommes et dames s'est poursuivi le week-end dernier au stade Enrico Mattei dans le cadre de la troisième journée, à l'issue de laquelle, Patronage Sainte-Anne a conservé la tête du championnat en s'imposant, 27 à 23 face à l'AS Cheminots

L'équipe de Patronage Sainte-Anne dames domine la compétition chez les dames. Cette formation qui poursuit son chemin à la tête du championnat sans faute a confirmé son hégémonie sur l'AS Cheminots, en le battant comme lors de la phase aller, 27 à 23 à l'issue d'une rencontre palpitante avec le score de 14 à 11 à la mi-temps. À la reprise, les cheminots reprennent confiance et rétablissent l'équilibre entre les deux équipes, 14 buts partout tandis que Patronage manquait quatre descentes coup sur

coup. Face à ces pertes de balle, le staff technique demande un temps mort pour se rétablir. La stratégie fonctionne, puisque Patronage reprend son avantage jusqu'à la fin de la rencontre, à la grande satisfaction de son nouvel entraîneur, Gelas Olongo. « Nous allons tirer les leçons de cette rencontre, et revoir les copies des deux derniers matches de Banko sport notre prochain adversaire, parce que notre objectif est de conserver notre première place », a indiqué l'entraîneur qui est conscient de la montée progressive de Banko. « Banko a une équipe jeune qui va très vite et qui a la réussite, nous allons travailler par rapport à ces deux derniers matches. Patronage est championne du Kouilou depuis 4 ans et je ne suis pas venu à l'équipe pour changer sa position de leader. Nous jouons pour le titre », a martelé le coach Gelas.

Outre cette rencontre dames,



Gelas Olongo, entraîneur Patronage dames «adiac»

Banko sport, tombeur de l'AS Cheminots lors de la deuxième journée du second tour du championnat seniors a laminé

Atlantic, 41 à 22.

En senior hommes, l'unique match opposant l'AS Cheminots à Asoc a été remporté par les

Cheminots, 34 à 19.

À l'issue de cette troisième journée, Patronage est en tête avec 12 points suivi de Banko sport, 8 points. Chez les hommes l'ordre est aussi respecté avec Patronage en tête. Le champion en titre est talonné par Munisport 7points CTAHB occupe la troisième place avec 6 points. Chez les juniors hommes, CTAHB domine le championnat avec 7 points devant Asoc, 5 points. Au regard de tous les classements, l'AS Cheminots affiche une mauvaise santé puisqu'aucune des deux équipes seniors hommes et dames ne figurent à la tête du classement provisoire. La compétition rentre dans sa 4e journée ce 18 mai à 15h30 avec une seule rencontre qui mettra aux prises, Tié-Tié sport à l'AS Cheminots en seniors dames, et samedi dans la même catégorie, Patronage reçoit Banko. En version masculine, Munisport affronte le leader du championnat.

Charlem Léa Legnoki

THÉÂTRE

Laure Bandoki interprète « Stabat Mater Dolorosa » de Jean-Pierre Siméon

La comédienne Laure Bandoki va monter sur le plancher de l'Institut français du Congo (IFC) de Pointe-Noire, le samedi 20 mai à partir de 19 heures pour interpréter la « Stabat Mater Dolorosa », une pièce de théâtre écrite par Jean-Pierre Siméon.



Laure Bandoki sur scène crédit photo DR»

Écrit en 1997 au Liban, la « Stabat Mater Furiosa » est un réquisitoire contre l'homme de guerre. Dans ce long poème, une femme déclame sa douleur, sa haine de la guerre et des tortures qu'elle a pu vivre. Peu importe où cela se passe, il s'agit là de dénoncer les atrocités de la guerre et de la violence. Cette poésie de la rage sera interprétée sur les planchers de l'IFC par Laure Bandoki.

Pour tout dire, Stabat Mater Furiosa est un cri au nom de toutes les femmes qui ont connu la guerre, le viol, les tortures, les crimes etc... Dans cette sorte d'épiphanie païenne, le verbe prend le public à témoin sans échappatoire possible.

La grande comédienne, Laure Bandoki va se glisser dans cette peau furieuse, qu'elle habite avec évidence pour décrier cette injustice. Ce monologue virtuose proche de la transe, lui donne le temps d'épuiser les mots de Jean-Pierre Siméon.

Elle sera celle qui refuse de comprendre, celle qui ne veut pas comprendre et celle qui implore. Et si elle implore, le public ne doit pas rire, pas de haussements d'épaule, pas de murmures et pas de prétextes, les yeux baissés pour éviter sa voix.

Dans cette pièce, Laure Bandoki va incarner le personnage de la Stabat Mater Furiosa, une femme qui mène un réquisitoire sans appel contre l'homme de guerre. Mais cet homme de guerre n'est pas une confortable figure virtuelle, c'est le spectateur lui-même qui est pris à partie.

Jean-Pierre Siméon est clair : « Il ne peut y avoir d'équivoque : l'adresse est clairement aux spectateurs à qui la comédienne fait face. La dureté de l'invective ne peut être une objection : il n'y a là nulle injustice, chacun étant, un jour ou l'autre, par action, par pensée ou par omission, le Dieu de la guerre ».

Hugues Prosper Mabonzo

IFC

Les femmes à l'honneur cette semaine

La femme est au centre des activités de l'IFC (Institut français du Congo) du 16 au 20 mai. Plusieurs rendez-vous axés sur le thème : « Femmes, un (dés) accord majeur ? » sont programmés.

Tables-rondes, débats, théâtre, projections et expositions vont marquer cette semaine consacrée à la femme, avec des sujets sur les inégalités femme-homme, les violences à l'égard des femmes et autres. « Les femmes comptent pour la moitié de l'humanité. Cependant, dès lors que l'on observe les espaces du pouvoir, social, politique, elles semblent se dissoudre dans la pénombre. Pourquoi une telle disparition ? L'histoire, et en particulier celle des luttes pour l'émancipation, nous enseigne que ni la génétique, ni la fatalité ne sont des explications raisonnables », ce sont les propos qui accompagnent le message de l'IFC annonçant l'événement.

Celui-ci a démarré le 16 mai avec la projection du film « La religieuse » de J. Rivette avec Anna Karina. Une table ronde prévue le 17 mai avec Aimé Mambou Gnali, an-



L'affiche de l'événement

cienne ministre de la Culture et écrivaine congolaise, Fabienne Bidou, directrice de l'IFC Pointe-Noire, Marie Fernande Catherine Déckambi Mavoungou, administrateur-maire de l'arrondissement 4 Loandjili. La modération de cette rencontre devrait être assurée par Laïla Embounou. L'activité a été suivie de la projection du documentaire intitulé « Des hommes et des femmes » de Frédéric Bedos. Des projections de films notamment : « Contes et décomptes de la cour » de Latour et « Histoire d'un secret » de Mariana Otero, suivies des débats, auront lieu ce 18 mai. Une projection du film « femmes, le génie interdit » est prévue pour le 19 mai. La semaine sera clôturée le 20 mai avec une projection des documentaires de la semaine suivie de la représentation de la pièce de théâtre intitulée « Stabat mater furiosa » de Jean Pierre Siméon.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga